#### Québec français

## Québec français

### L'essai, ou la quête de la liberté

#### Alonzo Le Blanc

Numéro 21, mars 1976

Un panorama de la littérature québécoise

URI: https://id.erudit.org/iderudit/56773ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

**ISSN** 

0316-2052 (imprimé) 1923-5119 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Le Blanc, A. (1976). L'essai, ou la quête de la liberté. *Québec français*, (21), 27–28

Tous droits réservés  ${\mathbb C}$  Les Publications Québec français, 1976

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/



Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

## BESSAI,

# OU LA QUÊTE DE LIBERTÉ

Nous pourrions évoquer ici les discours enflammés de Louis-Joseph Papineau (1786-1871) qui, vers 1815-1838, contribuèrent à faire naître chez nous la conscience d'une nation; l'histoire de François-Xavier Garneau (1809-1866) qui, vers 1845-1850, marqua le point de départ d'une expression proprement littéraire de notre destinée; ou les nombreux et patients articles du journaliste Étienne Parent (1802-1874) dont la pensée domine la première moitié du XIXe siècle au Canada français. Dans le domaine proprement littéraire, c'est Octave Crémazie (1827-1879) qui, dans ses Lettres à l'abbé Henri-Raymond Casgrain (1831-1904), inscrit de 1864 à 1870 les questions fondamentales concernant l'établissement d'une littérature autonome au Canada français.

À la même époque, un autre prosateur, non pas exilé celui-là, mais revenant d'Europe, s'efforcera de réveiller sur place la conscience de ses compatriotes. Arthur Buies (1840-1901) dans ses conférences à l'institut canadien, dans ses nombreux articles et dans ses Lettres sur le Canada, le 6 octobre 1864, engage un combat contre un « pouvoir terrible », qu'il appelle le despotisme clérical. Ce pouvoir s'exerce sur les consciences et, au nom des maximes de la théocratie, empêche la véritable liberté de l'esprit.

Dans un long essai publié en 1896 et intitulé L'Avenir du peuple canadien-français, Edmond de Nevers établit les conditions d'existence du peuple canadien-français en Amérique du Nord. Jetant un coup d'œil sur le passé, énumérant les besoins les plus urgents de ses compatriotes, tels que la nécessité de protéger et de fortifier chez nous la langue française, la nécessité des hautes études, l'importance du développement économique, Edmond de Nevers affirme que cet avenir « pourrait être beau, bien beau »,

> «si l'on comprenait bien dans tous les rangs des populations d'Ontario, des Provinces maritimes et du

Nord-Ouest, que, nous, Canadiens français, nous conserverons notre langue, quoi qu'on fasse, que jamais nous n'abdiquerons rien de ce qui constitue notre être intime, et qu'il vaut mieux qu'il en soit ainsi. ibid. p. 290.

L'année même de la publication de cet essai, en 1896, Wilfrid Laurier sera le premier Canadien français à devenir Premier ministre du Canada. Or c'est précisément sous le gouvernement libéral de Laurier que les Canadiens français éprouveront, hors du Québec, leurs plus importants échecs sur le plan de la reconnaissance de leurs droits, par exemple, dans le domaine scolaire (voir la question des écoles françaises au Manitoba et dans les autres provinces) et, en général, dans tous les domaines où aurait pu s'affirmer le droit de parler français. Le vœu ou le souhait formulé au conditionnel par Edmond de Nevers n'était pas en train de se réaliser.

Des esprits perspicaces ne tarderont pas à s'en apercevoir. Henri Bourassa - le grand Bourassa - sera le premier à dénoncer l'ambiguïté de la politique de Laurier et il se séparera de celui qui aurait pu mieux défendre les droits de son peuple. Il échouera cependant dans sa tentative de devenir une sorte de leader du Québec, en restant luimême fermement attaché au cadre constitutionnel canadien, c'est-à-dire à la Confédération. Parmi les disciples d'Henri Bourassa, les plus doués et les plus influents furent sans contredit Olivar Asselin et Jules Fournier. Asselin a dominé par sa plume alerte et versatile tout le journalisme canadienfrançais pendant une quarantaine d'années, de 1900 à 1937, année de sa mort. Ce qui caractérise Asselin, c'est d'abord une indéniable liberté de pensée à l'égard des pouvoirs en place et à l'égard des idéologies qui soutiennent ces pouvoirs. Il combat Laurier, il combat le parti libéral, il combat l'impérialisme et le colonialisme anglais. Il se tient debout devant les évêques. Il livre d'abord le même combat que Bourassa, puis il finit par se détacher de son chef. Toute la vie et toute l'œuvre d'Olivar Asselin sont marquées par un nationalisme ardent, mais aussi par un indéfectible attachement à la France et à la pensée française

Jules Fournier (1884-1918) - qui était de dix ans plus jeune que son ami Asselin, fit une œuvre en un sens plus originale que celle d'Asselin, à cause d'une finesse d'analyse et d'une qualité d'écriture qui n'ont peut-être pas encore été dépassées au Québec. Un recueil de ses principaux articles publiés à titre posthume en 1921 sous le nom de Mon Encrier nous livre l'essentiel de sa pensée, fondée sur une culture littéraire très poussée et nourrie aux plus grands chefs-d'œuvre de la littérature française et de la littérature universelle. Prenant la relève d'Arthur Buies, Fournier fut un polémiste agressif. Il sut déceler et dénoncer les faiblesses de ses propres compatriotes, celles des chefs aussi bien que celles du peuple, non par une volonté de mépris, mais par un besoin de réveiller une collectivité encore trop peu lucide devant les spoliations intérieures et extérieures dont elle était victime. Dans sa polémique avec l'européen Charles Ab der Halden. sur l'existence de la littérature canadiennefrançaise, Jules Fournier décrit très bien la différence des conditions culturelles où se situent, en 1906 comme en 1976, l'écrivain d'Europe et l'écrivain du Québec. Il établit la différence des regards, chez les lecteurs comme chez les critiques, et surtout la très nette distinction entre le point de vue européen et le point de vue canadien.

En 1917, dans deux longues lettres à Louvigny de Montigny, Jules Fournier analyse en particulier les conditions d'existence et de survie de la langue française au Québec. Il constate que ce qui est en péril chez nous, ce n'est pas la qualité de la syntaxe, de l'orthographe, ni l'étendue du vocabulaire, mais la pensée française elle-même, c'est-à-dire la façon proprement française avec laquelle devrait s'exprimer notre conception du monde et s'articuler les relations de l'homme québécois avec son environnement. Fournier constate que c'est la culture elle-même qui fait défaut, que c'est le cerveau lui-même qui est atteint dans ses structures mentales, par des réalités économiques et sociales autres que les réalités françaises. (Mon encrier, pp. 336-338.)

Un combat de même espèce sera livré, entre les années 1920 et 1940, par des journalistes et des critiques littéraires tels que Louis Dantin, Victor Barbeau, Marcel Dugas, Jean-Charles Harvey, Albert Pelletier et autres, qui revendiquent principalement la liberté d'inspiration, la sauvegarde du génie de la langue française, mais aussi l'urgence de créer une littérature qui s'identifie par sa qualité d'expression d'abord, plutôt que par des sujets proprement régionaux ou du terroir. La que relle du régionalisme fut une sorte de prélude à ce que sera trente ans plus tard, vers 1965–1970, la querelle du « joual ».

Le groupe de La Relève, revue fondée en mars 1934 et de la Nouvelle Relève qui lui succède en 1940, souhaite participer «à la libération intellectuelle et matérielle de l'homme par l'esprit dans un Québec où le problème est celui de la patrie, de la nation libérée, vivant par elle-même. » (La Relève, "Notes sur la jeunesse", déc. 1935, pp. 100 sv.), En 1946, Robert Charbonneau, dans La Nouvelle Relève, incite les Canadiens français à cesser de « penser en provinciaux » à l'égard de la France. En avril de la même année, s'amorce, à la suite de problèmes d'édition et de droits d'auteurs, une polémique entre quelques écrivains français et des écrivains canadiens-français. Georges Duhamel écrit dans Le Figaro du 4 janvier 1946 que le monde canadien est « une branche de l'arbre français». Jean Cassou et Louis Aragon, s'identifiant à l'arbre, reprochent au rameau canadien de pousser de travers. Étienne Gilson, qui connaît bien le Canada, fait la mise au point suivante: ce rameau «n'est plus une branche, c'est un arbre ». (Le Monde, 6 janvier 1946.) Si le Québec depuis la conquête de 1760 avait été relativement négligé par la France, c'est de 1939 à 1946, à cause de la guerre, qu'il se sentira coupé de son alimentation intellectuelle coutumière. Les Canadiens français constatent alors que, sur le plan de l'édition, ils peuvent fonctionner seuls et commencer à se suffire. Les œuvres poétiques et romanesques parues au Québec depuis 1930 démontrent que, désormais, la littérature canadienne-française est autonome: une «littérature canadienne autochtone, valant ce qu'elle vaut, indépendante de la nôtre, nullement surgeon ou rameau...», comme le reconnaîtra Émile Henriot dans Le Monde, le 26 novembre 1947. On se détache alors de ce que Gaston Miron appellera une « première altérité majoritaire ». Robert Charbonneau fera le bilan de cette «émancipation » dans une plaquette intitulée : « La France et nous. Journal d'une querelle », Montréal, Éditions de l'Arbre, 1947, 77p.

À travers ces luttes antérieures à la révolution tranquille des années 1960 se dégagent quelques principes, ou, si l'on préfère, un mouvement de va-et-vient; un recours à l'esprit français et aux valeurs françaises semble

d'abord nécessaire pour se définir par rapport à l'ambiance nord-américaine. Ce souci apparaîtra chez Crémazie, Fréchette, Asselin, Fournier et chez la plupart des essavistes de la première partie du XXe siècle; en particulier dans le groupe du Nigog qui, en 1918, s'attaque à l'esprit régionaliste pour rechercher l'audience et l'influence européennes. À ce mouvement centrifuge s'oppose un mouvement centripète, qui sent le besoin de se libérer par rapport à l'hégémonie française pour trouver sur le continent américain la source d'inspiration et le langage nécessaires pour décrire les réalités de ce pays. Il fallut une dialectique prolongée de ces deux tendances et l'apparition d'œuvres de plus en plus significatives entre 1930 et 1945 pour que la synthèse se fît, même au niveau de la langue écrite, entre la narration rédigée en un français tout à fait académique et littéraire, et les dialogues qui seront désormais une transposition du parler québécois. Ainsi eurent raison les anthropologues, cités par Gaston Miron: "Ce n'est pas l'identité qu'on nous prête qui est la bonne, mais celle qu'on se donne soi-même.» (Conférence de Miron, à Ste-Adèle, Qué., le 28 mai 1971.)

Cette longue lutte des essayistes québécois contre toutes les allénations atteignit un palier en 1948, année où furent publiées des œuvres québécoises importantes, dont le célèbre Refus global, qui est à la fois un poème et un essai signé par Paul-Émile Borduas, Claude Gauvreau et le groupe des automatistes. Ce manifeste envoie « au diable le goupillon et la tunique», annonce que « les frontières de nos rêves ne sont plus les mêmes » et que «le règne de la peur multiforme est terminé». D'une façon plus concrète, ce texte revendique pour le « petit peuple » le droit de s'insérer horizontalement dans l'histoire, à la suite ou à l'encontre des révolutions française, russe et espagnole, plus ou moins « avortées dans une mêlée internationale». « Un nouvel espoir collectif naîtra. »

La lutte de la revue Cité libre au cours des années 1950 contre Duplessis, contre le clergé, contre les idéologies traditionnelles, contre le nationalisme à la mode du XIXe siècle, contre toutes les forces oppressives, en somme, allait contribuer à ébranler le monolithisme jusque-là intact de la collectivité québécoise. Alors que Borduas avait fait l'erreur de rendre le clergé seul responsable de la situation et de l'aliénation, Cité libre a le mérite de mettre en cause le pouvoir politique et d'indiquer la voie par où pourra se modifier la société. Désormais le politique aura la priorité sur le religieux.

Dans les Convergences de Jean Le Moyne, publiées en 1961, le religieux prédomine cependant encore sur le politique. Dans cet essai remarquable, bien accueilli par la critique et couronné par de nombreux prix, l'auteur, ancien membre du groupe de La Relève, fait un inventaire de la conscience collective des Canadiens français. Il refuse le nationalisme, non pas au nom de la foi, mais au nom de la culture. Considérant, comme Edmond de Nevers, que «la fidélité à notre être s'impose comme une réalité première dont il serait insensé de vouloir s'extirper de force» (p. 28), Jean Le Moyne semble se résigner à l'intégration des Canadiens français au monde culturel ambiant, qui est anglo-saxon.

En fait Le Moyne se réfugie dans l'idéalisme abstrait, dans un christianisme désincarné, dans la culture livresque, dans les Mots, au lieu de s'engager dans le puissant corps à corps qui est désormais requis pour réaliser les deux urgences premières formulées, par exemple, dans la pensée d'un Lionel Groulx, à l'égard de notre peuple: 1 - «il faut être d'abord; 2 - à tout prix, il nous faut changer notre rôle de domestiques pour celui de maîtres.»

«C'est à cause du clergé et des politiciens que les Québécois n'ont jamais fait l'apprentissage dramatique de la liberté humaine », première condition de leur libération, dira, en 1960, Gilles Leclerc dans le Journal d'un Inquisiteur.

Depuis 1960 s'est effectuée, sous la plume de nombreux essayistes québécois, cette « interprétation totale de nous-mêmes » que souhaitait, sans y croire, Jean Le Moyne. Luttes pour la création d'un ministère de l'Éducation, pour la laïcisation et pour la démocratisation de l'enseignement, pour le renforcement de l'État, pour un socialisme concret, propre au Québec, et ainsi de suite : le Québec est sorti de sa torpeur et a commencé d'opérer ce qu'on a appelé la «révolution tranquille». Oeuvre encore inachevée et qui, en 1974, divisait de nouveau la conscience québécoise, le gouvernement imposant les compromissions de la loi 22 sur le français, langue officielle du Québec, cependant qu'un nombre croissant de citoyens préconise l'unilinguisme français, seule condition de notre survie et de notre vitalité en Amérique du nord, et d'abord sur notre territoire.

Les essais de Pierre Vadeboncœur, de Fernand Dumont, de Marcel Rioux, de Pierre Vallières, de Fernand Ouellette, de Jacques Grand'Maison, de Maurice Séguin et de combien d'autres, aboutissent tous à une même constatation: seule l'indépendance du Québec peut assurer à notre collectivité la pleine maîtrise de son évolution et de son destin. Un parti politique, le Parti québécois, canalise ces forces convergentes, ces nouvelles convergences, vers un projet politique défini, intégrant à la fois notre insertion dans l'Occident et notre solidarité avec toutes les forces socialistes du monde. Fernand Ouellette a bien résumé le dilemme culturel qui se présente à la conscience québécoise et qui est devenu un dilemme politique:

> "Ou bien il (le peuple québécois) se relève et restructure toute sa société globale en la fondant sur l'unilinguisme français institutionnel, en la pensant comme un Français d'Amérique du Nord; ou bien il démissionne et se laisse assimiler." LES ACTES RETROUVÉS, Montréal, HMH, 1970, p. 211.

> > Alonzo LE BLANC, Université Laval